

Expansion des exportations—Loi

Le marché présente un certain nombre de distorsions dont nous devons nous soucier. La Société pour l'expansion des exportations est un outil qui pourrait être utilisé de façon intelligente et innovatrice pour aider nos entreprises à affronter la concurrence. Malheureusement, d'après les dossiers de la SEE, on aide surtout les grandes sociétés. Habituellement, celles-ci sont totalement intégrées. Comme mon collègue le disait, un peu plus tôt, elles sont suffisamment importantes pour éviter la faillite, car la disparition d'une grande société aurait trop de répercussions sur l'économie et mettrait en danger les banques elles-mêmes. Souvent, pendant tout ce débat, nous avons fait état de notre inquiétude au sujet des prises de contrôle ou du cannibalisme, comme je l'appelle, que l'on observe dans la grande entreprise. En raison des activités de renflouement du gouvernement au cours des deux dernières années, de grandes sociétés ont littéralement dicté et contrôlé les fortunes économiques du pays. Si elles sont en difficulté, elles disent tout simplement au gouvernement: «Politiquement, vous ne pouvez pas vous permettre de nous laisser faire faillite, en raison des conséquences pour l'économie nationale». Dans certains cas, des banques viennent voir le gouvernement avec leurs clients et déclarent: «L'une d'entre nous devra peut-être faire faillite en même temps que cette compagnie; par conséquent, vous n'avez pas le choix, vous devez la renflouer».

Nous ne voulons pas que la SEE serve de prêteur de dernier recours, de façon à éviter ces renflouements de sociétés qui obligent les ministres à venir expliquer à la Chambre. Nous ne voulons pas de transactions obscures, par l'intermédiaire de la Société pour l'expansion des exportations qui, comme je l'ai dit plutôt, ne fait pas rapport au Parlement; nous pourrions ne jamais savoir qu'il y a eu renflouement.

Je m'inquiète de l'incroyable passif éventuel que la Société peut accumuler au nom des contribuables canadiens. Je m'inquiète pour mes enfants, car ils devront rembourser certaines de ces dettes, un jour. Cela devrait nous inquiéter tous. Le Canadien moyen qui écoute le débat de cet après-midi devrait savoir que les mesures de ce projet de loi font passer les transactions à haut risque de la société de 3.5 milliards à 10 milliards de dollars et les garanties de prêts de 2.5 milliards à 10 milliards de dollars. Je veux que le gouvernement comprenne que cela doit nous préoccuper. Nous préférons que ces mesures soient bien étudiées et discutées avec l'industrie privée qui mérite un plus grand rôle dans la définition des activités de la SEE. Cela ne figure pas dans le projet de loi. Nous ne pensons pas que le secteur privé ait suffisamment son mot à dire dans ce que fait la Société. Franchement, le Canadien moyen préférerait qu'une mesure comme celle-ci soit présentée par un gouvernement dans lequel il a plus confiance que le gouvernement actuel.

M. Huntington: Monsieur le Président, étant donné qu'il ne reste plus qu'une minute, puis-je me permettre de dire qu'il est 18 heures?

Le président suppléant (M. Blaker): La parole a été donnée au député de Capilano (M. Huntington) et, par conséquent, il sera automatiquement le premier à parler demain à 11 heures. D'accord?

Des voix: D'accord.

MOTION D'AJOURNEMENT*[Traduction]*

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 45 du Règlement.

L'ÉNERGIE—A) LA FLUCTUATION DES PRIX EN ONTARIO B) LA RÉPERCUSSION DES TAXES SUR LES PRIX

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir soulever de nouveau à la Chambre le problème de la répercussion des taxes fédérales sur le prix de l'essence.

Lorsque j'ai abordé cette question avant l'ajournement d'été, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) m'a répondu que le gouvernement fédéral n'exerçait aucun contrôle sur le prix de l'essence au détail. A mon avis, le gouvernement a beaucoup plus son mot à dire dans ce cas que dans celui des nombreuses sociétés d'État qu'il a établies ces dernières années. Le ministre m'a également dit que les accords sur le pétrole n'avaient pas été négociés dans le but de fixer le montant des taxes sur l'essence imposées par les gouvernements provinciaux. En d'autres termes, on détermine le prix du pétrole et les taxes fédérales sans tenir compte du coût pour les consommateurs canadiens.

● (1800)

Un juriste du service chargé des enquêtes sur les coalitions a révélé récemment que l'Impérial Oil avait pris le contrôle des prix au détail demandés par Suny's Limited, un de ses représentants, le printemps dernier, afin de mettre fin à la guerre des prix de l'essence en Ontario. En août, les prix ont de nouveau grimpé. Selon les compagnies pétrolières, une pénurie d'essence serait à la base de cette hausse.

Le directeur du service des enquêtes sur les coalitions a cherché les causes de cette augmentation et n'a trouvé aucune preuve de fixation des prix ni de pénurie d'essence. Des hauts fonctionnaires ont étudié ces deux cas. De toute évidence, le gouvernement s'estimait en droit d'examiner la situation. S'il n'est pas en mesure de contrôler les prix, pourquoi essaie-t-il de le faire?

Les producteurs et les détaillants ne font évidemment pas de profits exagérés par suite des guerres de prix et de la fluctuation générale des tarifs. Le 15 septembre, le *Toronto Star* rapportait les propos de Rick Hallisey de la First Manhattan Securities Limited:

La situation est si déplorable que d'ici la fin de l'année, les banques à charte du Canada deviendront collectivement les plus grands propriétaires de plate-formes de forage du pays, directement par saisie ou indirectement en acquérant des actions d'entreprises en difficulté.

Avec un bénéfice de quelques cents seulement le gallon, le détaillant s'en tire un peu mieux. La majeure partie du prix d'un gallon d'essence correspond tout de même aux taxes imposées par le gouvernement fédéral. Cela étant, celui-ci doit accepter une part de responsabilité à l'égard des prix exagérément élevés et des écarts de prix qui existent dans le pays.

Il suffit de voir le tort énorme que le prix élevé de l'essence a causé au tourisme cet été pour décider d'entreprendre un examen de la politique relative aux taxes sur le pétrole. Sauf erreur, dans l'est de l'Ontario, le nombre de touristes a diminué de plus de 7 p. 100 cet été. C'est le meilleur été que nous ayons eu depuis des années, au point de vue température. Il est